

Rejoignez-nous sur le site

www.alyammagazine.com



EGYPTE : Une économie en révolution

Michel Ruimy Économiste, professeur affilié à l'ESCP Paris

Le referendum visant à modifier la Constitution égyptienne a eu lieu du 20 au 22 avril. Cette révision constitutionnelle a été rendue nécessaire par le fait que le pays est engagé dans une phase de reconstruction et qu'il faut du temps pour que les dirigeants qui ont imprimé cette ligne de développement puissent réaliser leurs objectifs, notamment sur le plan économique et social. En effet, après avoir hérité d'une situation catastrophique, le président Al-Sissi a mis en place un programme de réformes draconien. Si les résultats sont encourageants, il convient poursuivre ses efforts devant le défi démographique qui se présente à lui.

Il y a peu d'endroits dans le monde qui soient plus stratégiques que l'Égypte. Outre le contrôle du canal de Suez, ce pays est à la confluence des continents africains et eurasiens, un pont entre la mer Méditerranée et la Mer Rouge, qui, toutes deux, accèdent à un océan. Et si ce n'était pas assez, le Nil est l'une des quelques rares sources d'eau de la région. Actuellement, l'Égypte intéresse. Certes, elle est à l'honneur à Paris avec la grande exposition Toutankhamon mais aujourd'hui, c'est la « success story » du programme de réformes, engagé



par le président Al-Sissi, qui aiguise la curiosité. Les opportunités que représente ce marché en pleine mutation ne laissent pas indifférent. L'économie égyptienne, qui avait précédemment montré une certaine résilience à la crise financière mondiale de 2008, a souffert des troubles de 2011 qui a provoqué la chute du président Mubarak et engendré une période d'instabilité politique.

Le candidat Al-Sissi n'avait peut-être pas pris toute la mesure de la crise économique - il a hérité d'un Etat en quasi-faillite - lorsqu'il avait promis, lors de la campagne présidentielle de 2014, de remettre l'Égypte sur la voie de la stabilité et de la prospérité en deux ans. En échange d'un prêt du FMI, il a dû se résoudre à lancer, en 2016, un vaste chantier de réformes drastiques qui a mis fin au modèle d'Etat-pro-

vidence hérité de la période nassérienne et devenu intenable.

Les acteurs internationaux et les milieux d'affaires ont été unanimes pour saluer le courage du gouvernement dans la mise en œuvre de ces réformes douloureuses mais indispensables. L'Égypte était un malade en phase terminale. Elle est entrée dans une phase de rémission, qui sera très longue.

L'Égypte d'avant et d'après Sissi ne sera pas la même.

Après quelques mesures préliminaires, le président Sissi a misé sur des mégaprojets (doublement du canal de Suez, nouvelle capitale administrative) afin de relancer l'économie et créer des emplois. Résultats : l'Égypte est

devenu l'un des pays africains le plus attractif pour les investisseurs selon la Rand Merchant Bank. Avec un PIB par habitant de 13 000 dollars, l'Égypte était, en 2017, la première puissance économique du continent africain et la troisième si l'on considère le PIB nominal (235 milliards de dollars), juste derrière l'Afrique du Sud et le Nigeria. Cette bonne forme économique est portée par une croissance solide de + 5,6 % en 2018.

En 2019, certains instituts tablent sur + 6% et, selon un rapport de l'université Harvard publié en mai 2018, l'Égypte se placera au 3ème rang des pays qui enregistreront la plus forte croissance au monde d'ici à 2026.

Les 5 piliers de la politique économique

Le succès de cette politique volontariste repose sur 5 piliers : les transferts de fonds de la diaspora, le tourisme, les redevances du canal de Suez, le secteur énergétique et la pêche. S'il est quasi impossible d'agir sur le premier facteur, qui rapporte 15 milliards de dollars par an, force est de constater que les autorités du Caire ont su encourager le développement des autres secteurs-clés.

En forte baisse suite aux troubles de 2011, le tourisme au pays des pharaons a amorcé une reprise avec plus de 8 millions de touristes en 2018 (+ 41% par rapport à 2017). Grâce au dynamisme des marchés allemand, ukrainien, saoudien et chinois, l'Égypte espère franchir le cap des 15 millions de visiteurs en 2019, retrouvant ainsi son niveau de 2010.

Suite page 4

L'affaire Carlos Ghosn

L'affaire Carlos Ghosn dévoile le caractère hyper-nationaliste des Japonais qui ne supportent pas que des étrangers viennent administrer des sociétés japonaises chez eux.

Il ne faut pas oublier que le ministère de l'industrie japonais, le METI anciennement MITI, exerce une fonction tutélaire sur les entreprises japonaises, les informe des marchés étrangers à conquérir, leur prodigue mille conseils et les garde des prédateurs étrangers. En un mot, il est le gardien de la souveraineté économique du Japon et entend le rester.

On est à cent lieues de la mondialisation heureuse sans frontière prônée par l'idéologie ultra-libérale des multinationales qui méprisent les souverainetés des États et veulent les

ignorer. Pour le METI, le libéralisme a des limites, et les dirigeants japonais de Nissan ont visiblement trouvé dans les fautes, réelles ou supposées, de Carlos Ghosn l'occasion pour reprendre le contrôle qu'ils avaient perdu sur leur entreprise, il est vrai redressée par le

Franco-libanais. De véritables ingrats! Rien de bien étonnant lorsque l'on connaît l'histoire du Japon.

Le retour des États dans le processus économique



Cette affaire illustre parfaitement le retour des États dans le processus économique.

Mais certains n'hésitent pas à utiliser des méthodes contestables avec des coups en dessous de la ceinture dans le cadre d'une sourde « guerre économique souterraine » (V. Le piège américain par Frédéric Pierucci, éd. JC Lattès) : c'est le cas d'Alstom où le Département de la Justice américain a fait jeter en prison un cadre supérieur du groupe français alors que des tractations se déroulent entre celui-ci et l'Américain General Electric, et c'est la même méthode avec Nissan contre Carlos Ghosn.

Dès lors, la France – qui a littéralement laissé tomber Carlos Ghosn - devrait avoir pour seul objectif de sortir de la naïveté des marchés et de l'idéologie du libéralisme et tout mettre en œuvre pour que Renault garde son autonomie et retrouve des bases solides de coopération avec Nissan ou avec d'autres.

Palestine: Journée de la Terre au Sénat à Paris

À l'occasion de la Journée de la terre de Palestine, le 30 mars 2019, l'Association des femmes arabes de la presse et de la communication (AFACOM) et la Chaire de l'Institut du Monde arabe ont organisé une rencontre au Sénat à Paris ouverte par une communication du sénateur Gilbert Roger, président du groupe interparlementaire d'amitié France-Palestine, du Dr Mojeb Al Zahrani, directeur de l'Institut du monde arabe (OMA) et du Dr Zeina el Tibi, Présidente de l'Association des femmes arabes de la presse et de la communication (AFACOM)

Après la diffusion du film « La Terre parle arabe », un débat été animé par Danielle Simonnet, conseiller de Paris, avec Maryse Gargour, journaliste et réalisatrice, Ula Tabari, actrice et réalisatrice, Noha Rashmawi, présidente de l'association « Les Amis de l'archéologie palestinienne », membre l'AFACOM, et l'écrivain Karim Kattan, auteur de Préliminaires pour un verger futur.

Communication de Zeina el Tibi

« Nous célébrons aujourd'hui la Journée de la Terre de Palestine - يوم الأرض. C'est un jour de commémoration pour le peuple palestinien. Ce jour est né de la confiscation des terres par l'occupant israélien, en 1976. Au fil des ans, cette journée est devenue la protestation des Palestiniens contre la colonisation dont ils sont victimes. Il exprime la volonté des Palestiniens de défendre leur terre arabe Les Palestiniens qui vivent dans les territoires de 1948, ceux des territoires occupés en 1967, ceux de la diaspora, montrent par cette commémoration les liens qui les unissent tous. Le message de tout le peuple palestinien est le sui-



vant : nous n'abandonnerons pas notre pays. C'est un phénomène de Résistance.

Et cela dans un contexte particulièrement difficile avec les décisions illégales des États-Unis sur Jérusalem ou le Golan, avec le mur construit par l'État d'Israël, avec la colonisation qui se poursuit en Cisjordanie, avec les souffrances de la population palestinienne de Gaza, le blocus et la fermeture des frontières dans la bande de Gaza, les lois racistes et discriminatoires contre les Palestiniens en Israël.

Et comment ne pas comprendre la colère du peuple palestinien devant l'absence de perspectives d'un règlement juste et durable. Car il faut être clair, seuls les ignorants ou les hypocrites peuvent évoquer un processus de paix qui n'existe pas. Et surtout pas un processus qui serait chapeauté par Washington qui dans cette affaire est tout sauf neutre et objectif. Les États-Unis n'ont jamais été d'honnêtes médiateurs dans le conflit sur la Palestine et ils ont constamment soutenu Israël contre les Palestiniens.

On peut dire que Trump a mis fin à un rôle de médiateur qui n'existait pas. Il n'a pas enterré un processus de paix qui est mort, en novembre 1995, après l'assassinat par des extrémistes sionistes de Yitzhak Rabin, cosignataire des accords d'Oslo avec le président Yasser Arafat. Pourtant comme disait le président Yasser Arafat, les Palestiniens ne demandent pas la

lune. Ils demandent simplement la reconnaissance de leurs droits légitimes pour vivre libres sur leur terre.

Qui faut-il incriminer pour la situation de blocage que nous déplorons aujourd'hui ? Les Israéliens qui sont dirigés par des gens d'extrême-droite et sont en position de force ou la communauté internationale qui est d'une lâcheté totale dans cette affaire ?

Après tout c'est la communauté internationale, par l'intermédiaire de l'ONU qui a créé le problème après la seconde guerre mondiale et qui depuis n'a jamais su le gérer.

Elle s'est montrée incapable de faire respecter ses résolutions ;

- que ce soit l'exigence de libérer tous les territoires occupés en 1967 (résolution 242) ;
- que ce soit le statut de Jérusalem. Et sur ce point il faut souligner que les États-Unis violent une fois de plus le droit international. En effet, le congrès des États-Unis a reconnu Jérusalem comme capitale d'Israël en votant le Jerusalem Embassy Act, en octobre 1995. C'est cette loi que Donald Trump a décidé d'appliquer en décembre 2017 au mépris du droit international.

- que ce soit la condamnation de la colonisation, avec l'intensification des expropriations menées par Israël, la confiscation des terres et l'accaparement des ressources naturelles ;
- que ce soit les atteintes aux droits de l'homme

alors qu'aux termes de la résolution 2334 du Conseil de sécurité de 2016. Cette résolution déclare : « Israël, Puissance occupante, est tenu de respecter scrupuleusement ses obligations et responsabilités juridiques découlant de la quatrième Convention de Genève relative à la protection des personnes civiles en temps de guerre, en date du 12 août 1949, et rappelant l'avis consultatif rendu le 9 juillet 2004 par la Cour internationale de Justice », ou que ce soit encore l'application du principe légal du droit au retour.

Le droit au retour est une norme impérative du droit international public, il est précisément posé par l'article 13, alinéa 2, de la Déclaration universelle des droits de l'homme de 1948 :

« Toute personne a le droit de quitter tout pays, y compris le sien, et de revenir dans son pays. »

Je rappelle à ce sujet la résolution 194 de décembre 1948 décidait de permettre aux réfugiés qui le désiraient de retourner dans leurs foyers et de vivre en paix avec leurs voisins et à ceux qui décideraient ou ne pourraient pas rentrer d'être indemnisés de leurs biens. Tel est le droit en la matière. Il est grave que ce droit soit bafoué depuis des décennies car une société internationale sans règles, sans respect du droit, est une société livrée à la loi du plus fort, ce qui est une forme de désordre. Si nous ne voulons pas que la société internationale soit livrée à cette loi du plus fort, sans aucune règle et en bafouant toutes les normes juridiques, il faut trouver une solution juste et durable à la question palestinienne. La situation du peuple palestinien est une honte pour notre humanité. C'est donc du ressort de la responsabilité collective de la communauté internationale d'agir.

En attendant le peuple palestinien poursuit son long calvaire, un interminable Golgotha. Mais le peuple palestinien vit. Le film que nous allons voir montre bien l'attachement des Palestiniens à leurs racines et à leur terre. Et je dois dire que les femmes sont souvent en première ligne dans son combat pour la survie. »

« Notre monde est-il au bord du gouffre ? »

On a pu montrer que le monde des années 2010-2015 n'était plus celui de « la mondialisation heureuse » (A. Minc) marqué par « la fin de l'Histoire » (F. Fukuyama), mais le monde d'une « mondialisation dure ».

Force est de reconnaître que ces dernières années ont confirmé ce désordre grandissant : on en vient à parler de « l'effacement du monde » (Th. Gomart).

On ne s'étonnera donc pas qu'à l'heure du redéploiement des cartes de la puissance mondiale, l'Union européenne nous montre

aujourd'hui le visage d'un vieux continent en plein doute qui doit à nouveau s'interroger sur ses contenus et finalités, à l'horizon 2030-35. Tel est l'objectif poursuivi par cet ouvrage édité sous la direction de Pierre Pascallon (éd. L'Harmattan, col. « défense », 2019) peu avant les élections à l'assemblée parlementaire européennes, le 26 mai 2019.

Sous la direction de Pierre Pascallon professeur agrégé de faculté. Président du Club Participation et Progrès, membre du Conseil scientifique de l'Observatoire d'études géopolitiques, ce livre publie les contributions suivantes :

Général (2S) Etienne Copel,
Amiral(2S) Jean Dufourq,
Recteur Gérard-François Dumont,
Jean-Claude Empereur,

Jean-Marc Ferry,
Général (2S) Gilles Gallet,
Thierry Garcin,
Pascale Joannin,
Philippe Moreau-Defarges,
Général (2S) Olivier Kemppf,
Hartmut Marhold,
Sylvie Matelly,
Jacques Myard,
Jacques Sapir,
Irnério Seminatore,
Hans Stark,
Emmanuel Thomman,
Alexandre Vautravers,
Charles Zograbe.
Charles Saint-Prot, directeur de l'Observatoire d'études géopolitiques présente une communication intitulée « Le mythe du couple franco-allemand ».

Sous la direction de
Pierre Pascallon

QUEL PROJET DEMAIN
POUR L'UNION EUROPÉENNE
D'AUJOURD'HUI ?



DÉFENSE | L'Harmattan

Mohammed VI ou la monarchie visionnaire

Professeur Jean-Yves de Cara

Avec Mohammed V ou la monarchie populaire, Charles Saint-Prot illustre l'art de la biographie, le livre qu'il consacre avec Zeina el Tibi à Mohammed VI, roi visionnaire, consiste en une réflexion sur l'art de la politique et sur le lien entre la tradition et le progrès. Le lecteur ne doit pas s'attendre à un récit mais à un point de situation sur la vision de l'homme d'État pour son pays et sur l'action du Roi, à une étape marquante, la vingtième année de son règne.

Contrastant, par sa discrétion, avec son prédécesseur le Roi Hassan II, le Roi Mohammed VI n'en poursuit pas moins l'œuvre des rois qui ont fait le Maroc. La monarchie marocaine est nationale, enracinée dans le pays et dans l'histoire depuis le VIII^e siècle ; le Roi incarne le lien entre le passé et l'avenir, entre la population et l'État. Commandeur des croyants, il garantit l'intégrité d'un Islam du juste milieu. Chef de l'État, il n'est pas la Reine d'Angleterre ou le Roi d'Espagne mais il veut être la tête d'une monarchie gouvernante pour répondre aux attentes du peuple et conformément à l'intérêt de la nation dont sa personne symbolise l'unité. Il est, selon la conclusion du livre, un « Roi capitaine » qui fixe le cap, les grandes orientations et conduit « l'évolution tranquille » du pays vers la modernité.

Dans son action, le Roi Mohammed VI s'est révélé un homme de terrain, dévoué à son pays, « animé d'un émouvant souci de bien faire, attaché à relever les défis qui se posent à la nation », notent les auteurs. La tâche est immense en effet ; elle vise à déjouer le complot séparatiste qui porterait atteinte à l'intégrité territoriale du Maroc, en particulier au Sahara marocain, à préserver la sécurité physique et morale du Royaume, à combattre le terrorisme, à poursuivre un effort remarquable en matière de développement économique, à installer la régionalisation source d'initiatives locales, à accompagner ce développement économique par le progrès social qui est considéré comme une priorité absolue. Ces préoccupations concrètes n'ont pas distrait le Roi Mohammed VI de la conduite d'une politique étrangère brillante qui révèle un diplomate habile, animé par une vision régionale et continentale, sensible aux évolutions du monde et aux périls du temps. Ainsi le Maroc apparaît en mesure de renforcer son rôle central pour la stabilité au sud de la Méditerranée et pour la nécessaire progression du dialogue entre les deux rives. Tout en respectant les grands principes de la tradition de la monarchie marocaine, ce Roi, né en 1963, trente-sixième descendant du Prophète et vingt-troisième souverain de la dynastie des Alaouites, incarne la transformation du Maroc et l'ouverture au monde. Son métier de Roi, Mohammed VI l'exerce pleinement, suivant la mise en œuvre des chantiers, intervenant personnellement pour stimuler ou sanctionner les administrateurs défaillants, le livre de Charles Saint-Prot évoque aussi la dimension humaine du souverain, le père attentif qui

Charles Saint-Prot
avec Zeina el Tibi

Mohammed VI ou la monarchie visionnaire



veille à l'éducation de ses enfants, consacrant une attention particulière à la formation du Prince héritier, progressivement associé aux fonctions officielles.

L'ouvrage, très dense, fait le point sur les nombreux chantiers d'infrastructures, de réforme économique sociale et institutionnelle, ouverts par le Roi Mohammed VI dès son intronisation en 1999. Le nouveau règne a marqué non pas une rupture mais un changement de style et il dénote une conception nouvelle de gouvernance et d'administration. Tout en demeurant attaché à l'essentiel du régime, sa légitimité religieuse et constitutionnelle, sa fibre populaire, son patriotisme historique, le monarque entend le hisser au rang de « monarchie citoyenne ». Le Roi Mohammed VI s'est attaché très tôt à renforcer l'État de droit pour solder les comptes du passé, écartant certains hommes, réhabilitant des opposants ; puis à la faveur de ses discours et du lancement des grands projets, le Roi a dessiné une vision personnelle de son rôle et de l'évolution du pays pour construire une nation moderne destinée à compter parmi les pays émergents. Aussi, les auteurs ont pris le parti de décliner en autant de chapitres « la vision » de Mohammed VI dans les différents domaines de son action : institutionnelle, religieuse, nationale, sociale, en matière de développement durable et évidemment la vision internationale et africaine.

De ce livre, assorti d'une bibliographie abondante et d'annexes utiles (plusieurs discours importants du Roi Mohammed VI ; glossaire très complet des termes arabes ; rappel chronologique de l'Histoire du Maroc depuis le VII^e siècle ; généalogie du Roi ; carte du Maroc), riche en informations, inspiré par une connaissance approfondie du Maroc et de l'Islam, courageux dans les positions des auteurs qui vont à contre-courant de la pensée dominante, des thèmes essentiels sont à retenir.

Sous l'angle institutionnel et politique le Roi Mohammed VI incarne l'alliance de la tradition et du progrès. La réforme constitutionnelle entreprise en 2011 n'est pas fortuite. Elle n'est pas un reflet de l'air du temps ou le résultat d'un illusoire printemps arabe. La constitution s'inscrit dans la continuité de la pensée du sultan Mohammed V qui avait jeté les bases d'une monarchie démocratique. Ce texte consacre la régionalisation lancée à Marrakech en 2010, il vise à constitutionnaliser les droits de l'homme et les libertés publiques et à renforcer le lien social tout en rééquilibrant les pouvoirs par le renforcement de la fonction de premier ministre et du rôle de la chambre des représentants. La monarchie gouvernante répond aux attentes du peuple car elle permet l'exercice efficace de l'autorité mais non pas un exercice solitaire du pouvoir, le Roi étant entouré de nombreuses institutions spécialisées. Néanmoins, le Roi impose certaines exigences comme la reddition des comptes et la

lutte contre la corruption avec notamment la création d'une Commission nationale en 2017. Il donne l'impulsion à une dynamique réformatrice globale marquée par de nombreuses initiatives : nouveau code de la famille, la Moudawana (2004), l'Initiative pour le développement humain (2005), la réforme du champ religieux, l'initiative pour la négociation d'un statut d'autonomie des provinces du sud et le règlement du conflit artificiel sur le Sahara marocain (2007), la régionalisation, l'institution d'un Conseil économique social et environnemental (2011)... L'ouvrage démontre également que la légitimité et la stabilité du régime sont indissolublement liées à la religion. Le Roi a su répondre aux tentatives d'instrumentalisation du religieux à des fins politiques révolutionnaires ou terroristes et aux attaques ou aux caricatures antimusulmanes depuis septembre 2001. La tolérance, l'humanisme de l'Islam malikite permettent de juguler la propagande extrémiste, à travers notamment le pacte des Oulémas. Par sa personnalité, le Roi contribue au dialogue des civilisations illustré par la visite du Pape François à Rabat en 2019 et il affirme l'existence de l'Islam du juste milieu face à l'Islam politique.

Le règne de Mohammed VI est aussi marqué par le développement spectaculaire du pays sur le plan économique et social. Le développement a été favorisé par l'essor de l'industrie, l'expansion des écosystèmes sectoriels tel Tanger Med, le lancement d'activités de haute technologie (satellites marocains en 2017-2018), tandis qu'une stratégie et un modèle de développement durable prennent forme avec les énergies renouvelables et la politique de protection de l'environnement. Sur le plan social, la politique inspirée par le Roi Mohammed VI s'est révélée audacieuse. La création d'un Conseil national des droits de l'homme résulte d'une vision large des droits humains qui englobe les Marocains résidant à l'étranger et place l'administration face à ses

responsabilités ; le Roi pointant d'ailleurs sa faiblesse en termes de gouvernance, d'efficacité ou de qualité et dénonçant ses retards dans les projets de développement humain et territorial. Parallèlement, l'Initiative nationale de développement humain (INDH) lancée en 2005 vise à désenclaver les zones défavorisées, à lutter contre la précarité et à mettre en place une économie solidaire au profit des personnes les plus démunies, à commencer par les femmes et les jeunes enfants. Toutefois, ce sont sans doute les efforts en faveur de la promotion de la femme, peu communs dans le monde arabe, qui constituent la plus emblématique des réformes, voulue et imposée par le Roi contre les résistances conservatrices y compris au sein des partis politiques.

Enfin, les auteurs insistent sur la vision nationale du souverain qui n'est pas le moindre aspect de la politique du Roi Mohammed VI. Dans l'ordre interne, elle exprime fortement l'alliance du Trône et du peuple en particulier à travers la défense de l'intégrité territoriale du Maroc. Cela avait été exprimé dès Mohammed V par la volonté affirmée du Sultan de récupérer les provinces du Sud (Sahara marocain), illustré par la Marche verte et maintenu par le Roi Mohammed VI avec l'Initiative pour le statut d'autonomie considérée par les Nations Unies, dès 2007, comme un effort « sérieux et crédible » fait par le Maroc pour aller vers un règlement du dossier irritant du Sahara, entretenu artificiellement par l'Algérie. Dans l'ordre international, l'exception marocaine inscrite dans sa position géopolitique unique s'exprime autour de trois axes diplomatiques. Le premier est constitué par les relations de voisinage et de solidarité avec le Maghreb, le monde arabe, le Sahel et l'Afrique noire. La politique africaine conduite par le Roi Mohammed VI est inscrite dans l'Histoire ; le retour dans l'Union africaine en janvier 2017 est de nature à favoriser la réforme de l'organisation et à dynamiser la coopération interafricaine. Le second axe consiste dans les partenariats ; avec la France, il est traditionnel et relève d'une amitié ancienne et privilégiée, avec l'Union européenne il prend la forme d'un statut avancé de coopération depuis 2007, marqué par des épisodes embarrassants liés au contentieux du Sahara marocain et par des avancées audacieuses tel le pacte sur les migrations signé à Marrakech en décembre 2018. Enfin, Charles Saint-Prot évoque la « diplomatie tous azimuts » du Maroc qui ne se limite pas à la Méditerranée ; certaines relations sont très anciennes comme les liens établis avec les États-Unis d'Amérique dès 1777, d'autres sont récentes et diverses avec la Russie, l'Inde, la Chine ou l'Amérique latine.

Reprenant la formule du Roi Mohammed V, les auteurs de cet excellent livre qui établit un point d'étape sur le règne du Roi Mohammed VI, concluent que le Maroc est inéluctablement un « trait d'union » non seulement entre les continents et les civilisations contrairement à la théorie du choc des civilisations, mais encore entre « les valeurs spirituelles et les forces matérielles, entre le respect des traditions ancestrales et le besoin de rénovation et de création ».

Charles Saint-Prot, avec la collaboration de Zeina el Tibi, Mohammed VI ou la monarchie visionnaire, éditions du Cerf, 2019

Préliminaires pour un verger futur

Karim Kattan est un jeune auteur palestinien qui termine en France une thèse de doctorat en littérature comparée. Dans ce premier ouvrage, paru aux éditions Elyzad, il propose trois nouvelles dans un petit recueil sincère et joliment écrit autour de ses racines. Il nous parle de la Palestine à partir de l'exil. « Il parle à la mémoire » des Palestiniens.

Il trace pour nous aussi, les pourtours « vrais » ou « légendaires » de ce qu'elle pourrait être aujourd'hui... et demain ! La Palestine dont beaucoup dénigrent la réalité et son existence pérenne est celle qui unit les personnages de ces trois courts récits. Tout d'abord, un jeune Gazaoui retourne dans sa ville natale.

Un huis clos dans une chambre d'hôtel. Les mots lourds de sa mère résonnent comme un volcan. « Les gens de notre langue meurent ;

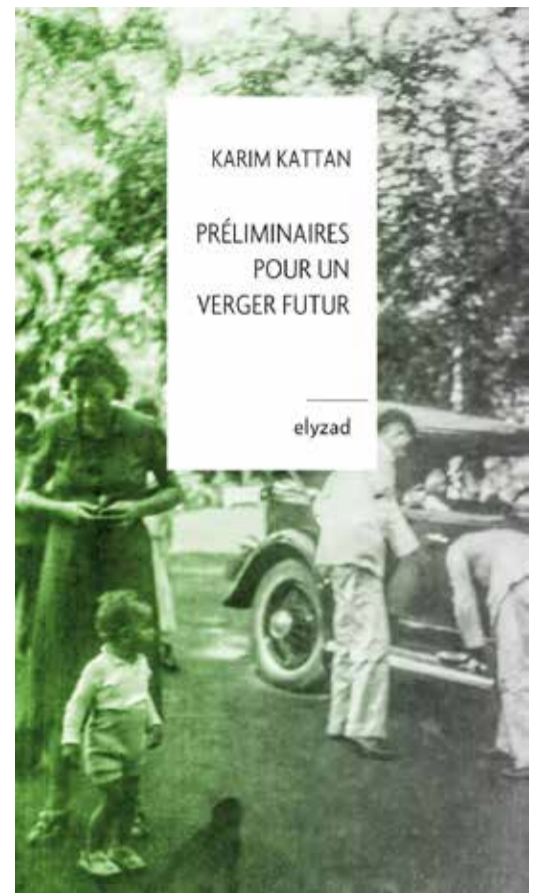
mais dans leurs langues on ne meurt pas. Tu ne perds rien, je te le promets. Notre langue est lourde et catastrophée. Elle n'entre pas en fusion... Cette langue qui saigne... cette langue te tuera ».

Puis, il y a cette femme qui voyage avec son mari loin de sa terre et qui essaye à distance de s'enraciner profondément pour se créer un espace, un lieu, une présence en Palestine... un futur ? Enfin, une histoire d'adultère mettant en scène deux Palestiniens émigrés. Une vie d'amour qui lie deux êtres dans des dimensions contraires : « Asma avait déjà vingt-trois ans quand elle quitta le pays. Contrairement à lui, elle n'essaye pas de l'occulter. Lui, Arabe-qui-reste-un-Arabe, qui tente désespérément de cacher ce qui crève les yeux. Elle, bourgeoise de Jérusalem, elle aussi nourrie au minaret... Asma la vraie qui n'est jamais revenue au pays ». La Palestine sera leur ciment commun.

Voici donc le récit d'une Palestine qui se parle, qui s'écrit sur des lettres (qui ne seront jamais envoyées), qui se respire au fil des silences,

des émois et des peurs viscérales. Une Palestine de l'exil que l'on porte au cœur et qui bat au rythme du mystère... qui cherche comment survivre au milieu des espoirs et des doutes ? Penser son être et sa terre ne suffit pas. Il faut savoir le dire avec ses mots, avec les mots de sa langue. En exil, faut-il conserver cette « langue qui tue » ? La parler à ses enfants comme le fait Emilie ? L'écrire avec les mots de l'amour qui expriment les sentiments et la volupté ? Ou bien encore, faut-il adopter une langue de substitution qui efface de la mémoire les chants et les rires, les peurs et les mots doux de l'amour pour une terre ? C'est dans le silence des jours qui passent que le verger peut grandir avec la force des mots qui donne du poids à ces vies... jusqu'au point de rupture.

Avec cet ouvrage de Karim Kattan, nous avons de beaux préliminaires pour entrer en amitié avec la Palestine et son peuple autrement que par l'information géopolitique et religieuse. A lire.



EGYPTE : Une économie en révolution

Suite de la page 1

Quant au canal de Suez, celui-ci a rapporté 6 milliards de dollars de redevances en 2017. Un chiffre qui pourrait atteindre 13 milliards en 2023 en raison de la mise en service, en 2015, d'un deuxième canal, qui permet de mettre fin à la circulation alternée des convois. Enfin, le secteur énergétique n'est pas en reste. Les hydrocarbures représentent 10% du PIB. Ses réserves placent le pays au 5ème rang des pays producteurs africains de pétrole et au 3ème rang des pays producteurs de gaz naturel. Ces performances devraient elles rapidement s'améliorer en raison de la prochaine exploitation du gisement offshore géant de Zohr, en Méditerranée.

Une diversification de l'économie

À la traditionnelle exploitation d'hydrocarbures, l'Égypte a également de grandes ambitions

dans le solaire : la future mise en services de plusieurs centrales solaires, notamment le parc photovoltaïque de Benben, près d'Assouan (1,6 à 2 GW d'électricité), contribuera à l'objectif du gouvernement visant à produire 20% d'énergies renouvelables à l'horizon 2020.

Dernier pilier économique égyptien, la pêche. Elle est un atout avec près de 1 500 tonnes de ressources produites. Dans ce secteur aussi, le gouvernement voit loin. Il a lancé, en décembre 2017, un projet de pisciculture dans le gouvernorat d'Ismaïlia, le plus grand au monde, dont l'objectif est d'augmenter la production piscicole de 75%.

Avec ces efforts de diversification, la délicate politique économique menée par le président Sissi a, d'ores déjà, permis la restauration des fondamentaux macro-économiques. Par exemple, les réserves de change atteignent désormais 44 milliards de dollars. En outre, dans une projection de long terme, Standard

Chartered Bank a estimé, en ce début d'année, que l'Égypte deviendra la 7ème économie du monde d'ici 2030. Elle devancerait plusieurs grandes puissances actuelles telles que la Russie, le Japon ou l'Allemagne !

Sortie de crise

L'Égypte semble ainsi bel et bien en phase de sortie de crise. La confiance et la stabilité politiques sont là, mais le pays ne doit pas, pour autant, s'endormir et ralentir l'élan des réformes dont le pays a encore besoin car la situation reste, malgré tout, fragile dans l'attente de réformes structurelles visant à diversifier l'économie et à créer une croissance inclusive. Les autres volets sur lesquels doivent se concentrer les efforts du gouvernement sont le renforcement de la protection sociale et la création d'emplois. Le véritable défi est celui de la démographie. Dans ce pays où le taux de

chômage atteint près de 12% de la population active et 30% des jeunes – 2 millions de jeunes arrivent chaque année sur le marché du travail –, il faudrait une croissance de l'ordre de 6 à 7% pour créer davantage d'emplois.

Cela implique aussi de consentir des efforts et des moyens accrus à l'éducation et à la santé. La « bombe démographique » peut se résumer à 3 chiffres : près de 100 millions d'habitants (pays le plus peuplé du monde arabe), un taux de natalité de 2% et une superficie utile de seulement 5 à 6% du territoire c'est-à-dire la taille d'une grande région française.

Un problème auquel le gouvernement entend répondre dans le cadre du programme « Vision Égypte 2030 », une stratégie pour un développement durable qui vise à réduire le taux de chômage à 4%.

Géopolitique des Émirats arabes unis

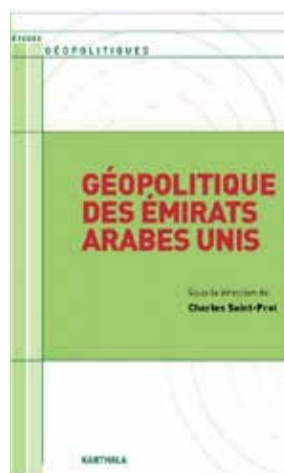
Formant un État fédéral, grâce à la volonté de cheikh Zayed Ibn Sultan el Nahyan, les Émirats arabes unis ont réussi à acquérir rapidement une place de poids et de choix dans le Golfe arabe et dans la géopolitique régionale. Fermement engagé contre la menace des groupes politico-religieux extrémistes, ce pays stable et prospère, à la pointe des nouvelles technologies, est devenu une puissance dans une région du monde qui reste un centre névralgique et stratégique de stabilité internationale.

Une réflexion prospective sur le rôle de ce pays dans le nouvel équilibre du monde est à ce titre nécessaire. C'est l'objet de cet ouvrage publié dans la collection « études géopolitiques » de Karthala avec le soutien de l'Observatoire d'études géopolitiques.

Il s'agit de présenter ici d'une manière objective et complète les principaux aspects de la géopolitique des Émirats arabes unis à travers son histoire,

ses institutions, sa société, son action contre l'extrémisme religieux, son développement économique, sa politique étrangère, ses enjeux régionaux, et les questions de défense et de sécurité.

Ouvrage publié aux éditions Karthala de Paris (collection « études géopolitiques ») sous la direction de Charles Saint-Prot avec des contributions de Christophe Boutin, Jean-Yves de Cara, Frédéric Pons, Thierry Rambaud, Zeina el Tibi et Henri Védie.



Débat sur la Francophonie au CESE à Paris

Dans le cadre de la journée internationale de la Francophonie, le 20 mars 2019, le Conseil économique, social et environnemental (CESE) a accueilli au Palais d'Iéna, à Paris, la deuxième édition de la « Francophonie dans tous ses états ».

Au cours de cette manifestation ouverte au public, la radio Beur Fm a diffusé depuis l'hémicycle du CESE un débat sur le thème « la Francophonie médiatrice du nécessaire dialogue des civilisations ». Présentée par Adile Farquane, ce débat a réuni Dr Zeina El Tibi, chercheur, présidente des femmes arabes de la presse et de la communication, Pr Jean-Yves de Cara, juriste international et président du comité scientifique de l'Observatoire d'études Géopolitiques de Paris et Bahjat Rizk, avocat à la cour, écrivain libanais, professeur



universitaire, attaché culturel de la délégation du Liban auprès de l'UNESCO.

Zeina el Tibi est l'auteur de plusieurs ouvrages sur la Francophonie et elle a récemment dirigé la publication du livre Les femmes des deux rives de la Méditerranée face à l'extrémisme, aux éditions Karthala, collection « études géopolitiques ». Bahjat Rizk a publié plusieurs travaux sur le pluralisme culturel dont Les paramètres d'Hérodote ou les identités culturelles collectives aux éditions L'Orient-Le Jour.

التطريز ميدان إنتاج للمرأة الفلسطينية في لبنان وأداة نضال للتمسك بهويتها الوطنية

يعتبر فن التطريز أحد ميادين العمل والإنتاج للمرأة الفلسطينية في لبنان وهو أيضاً أحد ركائز التراث الفلسطيني الذي لا تزال اللجنة الفلسطينية وبعد أكثر من سبعين عاماً على النكبة، متمسكة به.



والعصافير والبط، كما وظفوا الأشكال الهندسية كالقوس والمثلث، والدائرة والمستطيل والمربع والمعين.

وكثيراً ما ألفوا بين الوحدات الطبيعية، والهندسية ليصمموا منها تشكيلات جميلة، وليؤلفوا بينها تاليفاً يجعلها شديدة التأثير والإيحاء، كانوا يراعون

الدقة في ملائمة الغرز للوحدات الأساسية، ونوع القماش وللخيوط وألوانها، كما كانت المهارة تتجلى في مناسبة الوحدات الزخرفية للتشكيلات وفي تنظيم هذه الوحدات وتشكيلاتها، وفي التصميم العام للثوب

أنواع الثياب

لقد تعددت أنواع الثياب وألوانها وأشكالها، وطرق زخرفتها بتنوع المناسبات والسن، فللزفاف ثوبه، وللعمل ثوبه، وللرقص الشعبي في المناسبات الاجتماعية والوطنية للفتيات ثيابهن، وللمسنات ثيابهن أيضاً.

كانت الفتاة تحرص أن تعد للمناسبات المختلفة ثياباً مناسبة، وكانت تبدل في سبيل ذلك، الوقت والجهد والمال والتفنن، حتى كان عدد هذه الثياب يصل عشرين ثوباً في بعض الحالات، وكان كل ثوب يتميز بطابعه ووحداته وتشكيلاته وأسلوب عرض هذه التشكيلات.

لقد كان للثوب الأبيض مكانة خاصة عند كل فتاة، فهي تخصه بالألوان الوفيرة الزاهية، لقد كان ثوب الفرح بالوحدات الزخرفية المطرزة بالألوان الزاهية كالأحمر والأخضر، والأصفر، وكانت خيوطه جميعها من الحرير الطبيعي الثمين.

اللجنة الفلسطينية ميساء اللبابيدي، مسؤولة دورات التطريز في مركز اللجنة الفلسطينية لتكريم الشهداء، تعمل على تعليم النساء الفلسطينيات القاطنات، فن التطريز.

وترى اللبابيدي أنّ الحاجة من إنشاء هذا المشغل لم تكن في البداية مادية، بل تجسدت الحاجة الأساسية في التعريف بالتراث الفلسطيني، وتعزيزه في حياة الجيل الصاعد، ورأت أن هذا الجيل ليس ملمّاً بالتطريز ولا بالتراث، وهذا ما يهدد التراث الفلسطيني بالزوال وتشير إلى أن

وأشارت إلى أن الشعوب الواعية بفنونها الشعبية، كشفاً، وصيانة، ورعاية، وتطويراً، تقيم لها المعارض الدائمة والموقّعة، والمتنقلة، وتخصص لها أقساماً أساسية من قصور الثقافة، وهي ترى الباحثين والمتخصصين وتوفر لهم ما يحتاجونه من ميزات واعتمادات، وتدرك ما لهذه الفنون الشعبية من قدرة على تطوير حياة الشعب العميقة اللاصيلة وخصائص مزاجه وتكوينه النفسي والروحي، وما لها من أثر في صيانة وحدته وتدعيمها وبلورتها.

وأضافت، الإنسان الفلسطيني بما عرف عنه من حيوية، ونشاط وأصالة، ابداع ألوانا من التطريز الفني شديد الخصب، والعمق والصدق، والتنوع ... ولئن استهدفت العواصف كيان الشعب الفلسطيني، ومنجزاته الحضارية والفنية، لقد حفظت أصول قويت على الأعصار وبقيت آثار تمرت على الاندثار بما تحمل في طياتها من خص وبما تحتفظ به من قيم جمالية ممتعة وموحية.

التطريز بأنواعه الطبيعية والهندسية، والمتداخلة متعددة الألوان والأشكال، متنوع في غرزه ووحداته الزخرفية، وتشكيلاته وألوان خيوطه، وهي جميعها قادرة على الصمود الحي الوحي الجميل.

وإلى جانب تعدد الغرز وتنوعها، تعددت الوحدات الزخرفية الأساسية وتنوعت، ويمكن حضر تلك الوحدات في وحدات طبيعية وهندسية، اشتمل كل نوع منها على أعداد كثيرة ومن تداخلها وتآلفها أمكن تكوين وحدات زخرفية عديدة.

ومن هذه الوحدات الزخرفية الأساسية تشكلت تشكيلات فنية مختلفة وأصبح تنوع هذه التشكيلات وعرضها في الثياب المختلفة، وفي الثوب الواحد مجالاً للإبداع والتفنن، وقد استمدت هذه الوحدات من البيئة التي كان يعيش فيها أبناء الشعب الفلسطيني، فصوروا ما يحبون واختاروا ما يثير تعلقهم وارتباطهم ببيئتهم وأرضهم وحياتهم، ولكنهم لم ينقلوها نقلاً آلياً وإنما كانوا يختارون، ويعيدون الصياغة لتناسب الثوب والقماش والمناسبة والعمر، وتخدم هدفاً جمالياً.

لقد أكثروا من اختيار الزهر وأغصان الأشجار، والثمار، وزهر الورد واللوز، والبرتقال، والزيتون والسرو وقطوف العنب وسنابل القمح .. إلخ... ومثلوا ما يألون من أدوات كالمشط والمفتاح والسلسلة والقنديل والطيور التي أحبوها

لقد نشأ فن التطريز الفلسطيني وترعرع في بيئة الفلاحين، عاش معها من خلال أصابعهم وأحبتهم، فجاء بسيطاً كحياتهم، جميلاً كبيئتهم، صادقاً كصدقهم، موحياً، معبراً من خلال عملهم ومثلهم، فيه الأصالة وفيه العمق وفيه التعبير الحضاري الممتد الجذور في تاريخ هذا الشعب العريق.

وقد انتشر التطريز وتوسع أكثر خلال السنوات الماضية في أوساط اللاجئين الفلسطينيين في لبنان، حيث أنشئت مؤسسات تنتج هذا العمل كجزء من التراث الفلسطيني وتحت على أهميته والتأكيد عليه حتى لا ينسى الفلسطينيون أنهم أصحاب أرض ووطن وهوية وثوب وقطبة فلسطينيين.

ولعل أبرز ما يميز التطريز الفلسطيني أنه مستوحى من البيئة الفلسطينية، ومن الأرض الفلسطينية ومن الحياة الفلسطينية، حتى لكأنه لم يكتب بتصويرها، وإنما عمد إلى رعايتها واحتضانها.

ولذلك، أكدت المأظفة الشرقاوي مديرة مركز البرامج النسائية في مخيم عين الحلوة قرب مدينة صيدا اللبنانية أن التطريز فن عريق مارسه أهل فلسطين، وقد استخدموا اللون بطريقة عفوية بديهية، والخيوط بدل القلم للرسم والتعبير الصادق عن دفة الشمس، وتتكون الوحدات الزخرفية من حركة أو مجموعة حركات ولكل منها معنى خاص، وهي تختلف من قرية فلسطينية إلى قرية أخرى من ناحية توزيع الوحدات الزخرفية والغرز المستعملة، كما أنها تنتقل من قرية زخرفية والغرز المستعملة، كما أنها تنتقل من قرية إلى قرية في بعض الأحيان.



النساء تقوم بتطريز المناديل، والعبايا التراثية وغير التراثية، المحفظات وحقائب النساء وسواها من السلع التي يمكن تطريزها.

وبالنسبة لجمال التطريز الفلسطيني، تؤكد ميساء على أن التطريز الفلسطيني يتميز بجماله، والقطبة الفلسطينية تختلف مع اختلاف عمر المرأة، كما تختلف الرسومات المطرزة على الثوب بحسب اختلاف البلدة الفلسطينية، فإذا رأينا امرأة ترتدي ثوباً مطرّزاً بالقطبة الفلسطينية، نعرف على الفور إلى أيّة بلدة فلسطينية تنتمي تلك المرأة.

وبالنسبة للرسومات، أشارت ميساء إلى أن الأشكال التي تصورها المرأة الفلسطينية على الأثواب متنوعة، فمنها الأشكال الهندسية، وأيضاً الرسومات التي تعكس الطبيعة الفلسطينية، وتتراوح من نقوش ترمز إلى الصحة والأمان إلى نقوش ترمز إلى الأمل والنجاح.

تطور التطريز ولم يعد يقتصر على العباية والكنزات والشراشف، بل دخل في شغل السيدات والمحفظات والعقود، يعتمد الألوان المتنوعة، والقطبة والتصميم اللافت وفق ما تشير سارة ابنة الـ 72 ربيعاً التي تمتهن التطريز الفني وتصميم الرسومات الخاصة بالشنط والمناديل وحتى الأحذية وختمت قائلة: نحن أمام عصر مفتوح على أفكار متجدد، والتطريز حرفة مرنة.

التطريز وأشكاله المختلفة جزء من التراث الوطني للشعب الفلسطيني وشعاره الاجتماعي وقد تورثتها الأجيال الفلسطينية جيلاً بعد جيل، وذلك من خلال الحفاظ على طريقة وأسلوب التطريز، الذي تمسكت به اللجنة الفلسطينية في الشتات، كأداة نضال تحافظ من خلالها على هويتها الوطنية، وميدان عمل وإنتاج في ظل الظروف الاقتصادية والمعاناة الإنسانية التي يتعرض لها اللاجئون الفلسطينيون في لبنان.

الأيام

AL AYAM
الاقتصادية
(أسبوعية إقتصادية - تصدر شهرياً مؤقتاً)

العدد - ١٢٦

تاريخ الإصدار: ٣٠ أيار

٢٠١٩

اسبوعية إقتصادية - تصدر شهرياً مؤقتاً

رئيس التحرير: مروان وليد الطيبي

مدير التحرير: عبد معروف

المدير المسؤول: فوزي صولي

ترجمة: وجيه بعيني

مدير العلاقات العامة: ماهر عيَّاش

٠٣/٦٦٥٢٩٥

مكتب بيروت: شارع مار الياس

سنتر دكا - ط٧

هاتف: ٠١/٧٠٥٣١٣

فاكس: ٠١/٧٠٥٣١١

مكتب باريس

زينة الطيبي

Bureau de Paris

Zeina El Tibi

42 avenue Montaigne

75008 Paris

Tel : +33 (0)1 77 72 64 28

e-mail: al_ayam_1966@hotmail.com

الاشتراك السنوي

داخل لبنان:

الأفراد: ١٥٠,٠٠٠ ل.ل

المؤسسات: ٢٥٠,٠٠٠ ل.ل

خارج لبنان:

٣٠٠,٠٠٠ ل.ل

وهو وسيلة مناسبة للتعرف على الجانب الاجتماعي للشعب المغربي، حيث يقدمون الكثير من النصائح لزوارهم.

الطائرات: توفر شركات الطيران المغربية شبكة رائعة من الخطوط الجوية إلى معظم المدن المغربية، لكنها تُعدّ من الوسائل المكلفة.

الحافلات: وهو من الخيارات الشعبية للتجول في المغرب، إذ تمتلك كل مدينة رئيسية في المغرب محطة حافلات مركزية، يُمكن للسياح شراء التذاكر منها والسفر من مكان إلى آخر.

والتخلي عن نموذج التقشف غير الناجح. ولا ينبغي أن يتم التوظيف العام في الأجهزة الأمنية أو في المؤسسات العامة غير الفعالة. يجب تخصيص المزيد من الموظفين وزيادة الميزانيات للمستشفيات العامة والجامعة اللبنانية والمحميات الطبيعية والبلديات والإسكان الاجتماعي والفن والثقافة والمواقع السياحية والقطاعات الحيوية الأخرى في اقتصادنا. عوضاً عن المزيد من التقشف، نحتاج فعلاً إلى زيادة الانفاق العام الفعال للخروج من هذه الأزمة.

كيف نخرج من أزمتنا الاقتصادية والمالية

تتمة الصفحة ٣

لذلك، فمن العادل أن يطلب من المصارف المساهمة أكثر من غيرها للمساعدة في تحقيق التوازن في الميزانية العامة، من خلال قبول سندات خزينة بصفر فائدة لمدة عامين، على غرار ما فعلوه في عام 2002.

في بلد وصل فيه معدل الفقر إلى 35٪، وفي ظل تجزئة القطاع الخاص إلى الآلاف من الشركات الصغيرة والمتوسطة التي تتركز في التجارة والخدمات، يحتاج القطاع العام إلى التدخل

الحكومة بالتوازي فترة سماح على ديونها من المصارف المحلية، على غرار ما فعلت عام 2002، إلى أن ترتفع إيراداتها مرة أخرى.

منذ عام 2011 إلى اليوم شهدت مصارف المجموعة "ألفا" (أكبر 14 مصرفاً تجارياً) زيادة في متوسط أرباحها الصافية بنسبة 7٪ كل عام. وهذا على الرغم من تراجع الناتج المحلي الإجمالي لبلدنا خلال نفس الفترة والمعاناة الكبيرة للعديد من القطاعات الأخرى.

مقومات السياحة المغربية



يوجد العديد من المقومات التي تجعل المغرب بلداً سياحياً، ومنها ما يأتي: الطبيعة: تُعتبر المغرب بوابة القارة الإفريقية، حيث تمتلك العديد من المناظر الطبيعية المذهلة، مثل القمم الجبلية؛ ومن أهمها قمم جبال الأطلس الكبير، وسلاسل جبال الريف، كما تتميز بالوحدات الصحراوية، والخطوط الساحلية الوعرة، والشلالات، والكهوف الموجودة في تلال الغابات. المدن القديمة: تُعتبر المدن المغربية القديمة من أكثر المدن جذباً للسياح، حيث يعود تاريخ بنائها إلى قرون بعيدة، ويُمكن زيارة مدينة فاس، ومسرح شارع جامع الفنا في مراكش، وغيرها من المدن القديمة. الأنشطة المغربية: يوجد العديد من الأنشطة التي يُمكن الاستمتاع بها في المغرب دون غيرها، ومنها ما يأتي: التنزه على أعلى قمم شمال أفريقيا. تعلم كيفية تحضير الكسكس. الخروج في رحلات الإبل في الصحراء. التجول في أسواق البلاد. الاسترخاء على الشرفات المظلة والساحات الكبرى.

الثقافة والتقاليد المغربية

تتميز المغرب بتنوع الأطياف فيها، حيث نسجت هذه البلاد روابط مُتعددة على مرّ القرون مع كل من: أفريقيا، وأوروبا، والشرق الأوسط، كما شكّل العرب والبربر مزيجاً ناجحاً أدى إلى تشكيل هوية وثقافة البلاد.

تاريخ المغرب

تتميز المغرب بتاريخها الطويل الذي يعود إلى العصر الحجري القديم. الأماكن السياحية في المغرب تتميز المغرب بالعديد من الأماكن السياحية، ومنها ما يأتي:

مدينة مراكش: تُعدّ مراكش المدينة الأكثر شعبية في المغرب، وهي رابع أكبر مدينة في البلاد، كما تحتوي على مجموعة متنوعة من المواقع التاريخية والمناطق الحديثة، حيث تضمّ منطقتين، وهما ما يأتي: المدينة: وتتميز بممراتها المتداخلة، ومحالها التجارية المليئة بالحرف. منطقة جليز: وهي على العكس من المدينة؛ إذ

تحتوي على المباني الحديثة، ومطاعم الوجبات السريعة، والمطاعم الحضرية.

الدار البيضاء: وتُعدّ أكبر المدن المغربية، كما تُعتبر المنطقة الصناعية الرئيسية في المغرب، وتحتوي على حيّ المدينة الجديدة الغني بالعمارة الفرنسية الساحرة، ومسجد الحسن الثاني الذي يُعتبر أكبر مسجد في شمال إفريقيا.

مدينة فاس: كانت فاس عاصمة المغرب لمدة تزيد عن 400 عام، وتُعتبر حالياً المركز الثقافي والديني للبلاد، ويحتوي وسط مدينة فاس على أكثر من العديد من الشوارع الضيقة والتي يصل عددها إلى 9,000 شارع ضيق، كما تتميز بمداغها التي تستحق الزيارة، وتُعدّ المدينة واحدة من مواقع التراث العالمي لليونسكو.

الصويرة: وهي من أكثر الأماكن المُفضلة لدى الرحالة، حيث يُمكن الاستمتاع في هذه المدينة وممارسة العديد من الأنشطة، مثل: ركوب الأمواج، والتسوق، والتنزه على الشواطئ.

طنجة: تُعدّ مدينة طنجة واحدة من أكبر المدن المغربية، إذ كانت تتمتع بأهمية اقتصادية وثقافية لا مثيل لها، فكانت مدينة الامبراطورية الرومانية لفترة تزيد عن 200 سنة.

الرباط: وهي عاصمة المغرب، وسابع أكبر مدينة في البلاد، وواحدة من مواقع التراث العالمي لليونسكو.

المواصلات في المغرب: يُمكن التجول في المدن المغربية باستخدام العديد من الطرق، ومنها ما يأتي:

القطار: يُعتبر أفضل خيارات التنقل في المغرب،



إنجاز هام في مؤتمر إتفاقية بازل: النفايات البلاستيكية تحت نظام المراقبة

د. ناجي قديح

حقق اليوم الأخير من مؤتمرات الإتفاقيات الدولية الكيميائية، في إطار الأمم المتحدة للبيئة، إنجازا هاما تمثل في إخضاع تصدير النفايات البلاستيكية المختلطة والملوثة لنظام المراقبة لاتفاقية بازل، الذي يتطلب الموافقة المسبقة لبلدان الإستيراد قبل تحقيق عمليات التصدير.

المشروع تصدير الولايات المتحدة لنفاياتها البلاستيكية إلى البلدان النامية، وجعل أيضا من غير المشروع تصدير الإتحاد الأوروبي لهذه النفايات من بلدانه إلى البلدان النامية.

إنه قرار عالي الأهمية، حضّرته وتقدمت به حكومة النرويج، تقاديا لـ"تسونامي" تصدير النفايات البلاستيكية الخطرة، المختلطة والملوثة وغير الصالحة لإعادة التدوير، من الدول الصناعية إلى البلدان النامية.

إنه قرار عالي الأهمية لأنه سيّتح للبلدان النامية، وضمنا لبنان طبعاً، أن تعرف مسبقاً بكل شحنات النفايات المنوي تصديرها إليها، ويعود لها سياديا قرار الموافقة أو الرفض.

نعم أصبح للبلدان النامية حق الرفض المسبق لأية شحنة مشبوهة لنفايات مختلطة أو ملوثة، أو لأي نفايات ترى سلطاتها أنها تشكل خطراً على البيئة والصحة العامة، أو أنها لا تلي مصالحها في أي وجه من الوجوه.

إن هذا القرار، منذ هذه اللحظة، يرتب مسؤوليات كبيرة على حكومات البلدان النامية، وسلطاتها المعنية بتطبيق إتفاقية بازل.

مسؤوليات كبيرة على وزارة البيئة

وعندنا في لبنان، هذا القرار الهام، يرتب مسؤوليات كبيرة على وزارة البيئة، باعتبارها السلطة المختصة بتطبيق إتفاقية بازل، وباعتبارها جهة الإتصال الوطنية لهذه الإتفاقية، وزيراً وخبراء ومعنيين على كل المستويات الإدارية والفنية، ترتقي إلى أعلى المسؤوليات الوطنية، حفاظاً على بيئة لبنان وصحة شعبه، لهذا الجيل والأجيال القادمة.

هذا القرار الهام، يضعنا جميعاً أمام مسؤولياتنا الوطنية لحماية بيئة بلدنا وصحة شعبنا، مطالبين السلطات المختصة بإشراك فعال وجدي للمنظمات غير الحكومية المعنية والمتابعة تاريخياً لاتفاقية بازل، وممثلي المجتمع المدني، وبأعلى مستوى من الشفافية والإشهار والعلانية في تطبيقه من قبل كل الجهات المسؤولة والمعنية في لبنان، بدءاً من وزارة البيئة، مروراً بأجهزة الجمارك في كل مداخل العبور البرية والبحرية والجوية، وصولاً إلى الأجهزة الأمنية الساهرة على أمن اللبنانيين وسلامتهم.

تمنع الإتجار بالنفايات بين الدول غير الأعضاء في الإتفاقية والدول الأعضاء فيها. وبالتالي إن أي تصدير بعد اليوم للنفايات من الولايات المتحدة الأميركية إلى البلدان النامية العضوة في الإتفاقية، سوف يعتبر إجاراً غير مشروع.

وكذلك الإتحاد الأوروبي سوف يكون ممنوعاً عليه أن يصدر نفايات بلاستيكية مختلطة وملوثة إلى البلدان النامية، وضمناً لبنان، حيث أن الإتحاد الأوروبي كان قد منع تصدير النفايات الخاضعة لمراقبة إتفاقية بازل إلى البلدان النامية.



منذ تاريخ 10 أيار 2019، تاريخ إقرار المؤتمر 14 لاتفاقية بازل، قرار إخضاع تصدير النفايات البلاستيكية المختلطة والملوثة لنظام مراقبة الإتفاقية، ونظام الموافقة المسبقة من الدولة المستقبلية، سوف يكون ممنوعاً على الولايات المتحدة الأميركية تصدير نفاياتها هذه إلى البلدان النامية العضوة في الإتفاقية، تحت طائل اعتبار هذا التصدير إجاراً غير مشروع، مصنفاً جريمة بيئية وفق القانون الدولي، ويلزم دولة التصدير على استرجاعها على نفقتها فوراً. وستكون مضطرة للتعامل مع نفاياتها داخلياً، وهذا ما سيساعد على دفع مجتمعاتها الصناعية الكبرى للتخفيف من توليد النفايات البلاستيكية، وبالتالي التخفيف من عبء التلوث بالبلاستيك عبر العالم.

إنه قرار عالي الأهمية، حيث جعل من غير

النفايات" في أزمة كبيرة، ظهرت بشكل بارز مع أزمة تصريف النفايات في "معهد الصناعات التدويرية Recycling Industries ISRI Institute of Scrap"، الذي غير وجهه آلاف المستوعبات المحملة بالنفايات البلاستيكية، الآتية من أوروبا وأميركا الشمالية، إلى البلدان الآسيوية مثل الهند وتايلاند وماليزيا وأندونيسيا. هذه البلدان، اضطرت بسرعة أن تمنع استيراد هذه النفايات، بعدما لمست حجم الكارثة البيئية والصحية، التي تسببها.

في جلسات المؤتمرات في جنيف، جهدت

هذا القرار الهام كان مدعوماً من 187 دولة مشاركة في مؤتمرات الإتفاقيات الكيميائية، التي عقدت في جنيف، المدينة السويسرية، بين 29 نيسان (إبريل) و10 أيار (مايو) 2019. وعملت من أجل تحقيقه بقوة وتفاني كل المنظمات غير الحكومية المشاركة بصفة مراقب، وفي مقدمتها منظمة آيبن IPEN - al Pollutants Elimination Network Internation، التي نعتز بالعمل في صفوفها تحت شعار "من أجل عالم خال من السموم". وكذلك المنظمة العالمية المتخصصة بمتابعة ومراقبة تطبيق إتفاقية بازل لحركة انتقال النفايات في التجارة الدولية، المشروعة وغير المشروعة، "شبكة العمل من أجل بازل BAN Basel Action Network"، وغيرها الكثير من مجموعات المجتمع المدني من كل قارات الأرض، والمناضلة من أجل العدالة البيئية، والإقتصاد الدائري المتميز بالأخلاق عبر العالم.

كان متوقفاً أن يشهد العالم "تسونامي" من تصدير النفايات البلاستيكية المختلطة والملوثة والمحتوية على مواد خطيرة، وبمجمعتها غير قابلة لإعادة التدوير، من الدول الصناعية المتقدمة في أميركا وكندا والإتحاد الأوروبي واليابان وأستراليا ونيوزيلندا والبرازيل باتجاه البلدان النامية في إفريقيا وآسيا، ومنها لبنان، تحت عناوين مضللة، تارة من أجل إعادة التدوير، وطوراً من أجل إنتاج الطاقة، حيث يكون مصيرها الحقيقي في المكبات العشوائية، أو في المحارق، التي تنشر التلوث عالي الخطورة في الجو والأرض والمياه والسلسلة الغذائية.

كانت الصين لسنوات طويلة تستورد نسبة كبيرة جداً من مجمل نفايات التغليف والنفايات البلاستيكية للدول الصناعية في العالم. هذه النفايات المستوردة كان معظمها ملوثاً وغير قابل لإعادة التدوير، مما أدى إلى تلويث مناطق واسعة جداً من الأراضي الصينية، شملت المدن الكبرى والمناطق الريفية أيضاً. في الأول من كانون الثاني (يناير) 2019، إتخذت الصين قراراً بمنع استيراد هذه النفايات، معتمدة سياسة جديدة حيال المعايير البيئية وتخفيف مصادر التلوث. منذ هذا التاريخ دخلت "صناعة تصدير

الولايات المتحدة الأميركية، وهي ليست عضواً طرفاً في إتفاقية بازل بشأن النفايات الخطرة، مع الأرجنتين والبرازيل، لإخضاع الإتفاقية لمصالح "معهد الصناعات التدويرية" والصناعة البلاستيكية والكيميائية الحاضرة في المؤتمر. كل هذه الجهود باءت بالفشل، وتمت الموافقة على القرار بالتسوية، موجهة صفة كبيرة للولايات المتحدة ومجموعتها، التي عملت بقوة على إفشاله.

إن الولايات المتحدة الأميركية هي الخاسر الأكبر من إقرار إخضاع تصدير النفايات البلاستيكية المختلطة والملوثة إلى نظام مراقبة إتفاقية بازل، ونظام الموافقة المسبقة للبلدان الموردة إليها تلك النفايات. وذلك يعود لكون الولايات المتحدة ليست عضواً في الإتفاقية، وأنظمة إتفاقية بازل



العالم العربي

مقومات السياحة المغربية



القضية المركزية

التطريز ميدان إنتاج للمرأة الفلسطينية في لبنان وأداة نضال للتمسك بهويتها الوطنية

موازنة الدولة اللبنانية: هل تتقد الاقتصاد؟

العملية السياسية التي واكبت اعتماد الموازنة الرسمية للدولة اللبنانية أظهرت مرة جديدة أن القوى السياسية العاملة ضمن مفهوم «التسوية» تتعامل مع أمور الدولة بحسب مصالح أحزابها وزعمائها وليس بحسب مصلحة الوطن والمواطن. بعد المسلسل الطويل للتصريحات العشوائية والتشويشية من جميع الاطراف محاولة لكسب ود المواطنين و التحريض على الآخر، اتفق وزراء أحزاب الحكومة على صيغة موازنة لتقديمتها لزملائهم في الاحزاب نفسها ليتم إقرارها في مجلس النواب. انها موازنة تقشفية بامتياز، شياطين تفاصيلها تخفي عدد من الضرائب غير المباشرة، لكن هل يجب أن نقتنع انها الحل الانسب للإقتصاد اللبناني حالياً؟

مشروع الموازنة 2019 بالأرقام

نسبة خدمة الدين العام



35% من النفقات مخصصة لدفع مستحقات وفوائد الدين

نسبة العجز



7.59% من الناتج المحلي الاجمالي

الايادات



12.61 مليار دولار أميركي

النفقات



17.16 مليار دولار أميركي
(من ضمنها 1.66 مليار دولار سلفة لدعم الكهرباء)

العام ، سيكون غير عادل من الناحية الاجتماعية وسوف يزيد من انخفاض الاستهلاك الخاص ويمعن في خفض النمو أكثر. إن الاستمرار في سياسة تجميد التوظيف في القطاع العام وخفض الإنفاق الضروري غير مجدي على المدى المنظور ، حيث لا يزال القطاع الخاص في الظروف الحالية غير قادر على خلق الوظائف الضرورية والنمو الاقتصادي المطلوب.

المطلوب هو خطة تنمية اقتصادية شاملة تربط السياسة المالية (كيفية ادارة الحكومة لإنفاقها وإيراداتها) بالسياسة النقدية (كيفية تحديد أسعار الفائدة ولجم التضخم). على مصرف لبنان أن يعود إلى دعم أسعار الفائدة على نطاق واسع لخفض كلفة التمويل والسيطرة على التضخم. وتحتاج الحكومة إلى خفض الإنفاق غير المجدي واستخدام المدخرات لتمويل مشاريع فعالة على المدى القصير تولد دخلاً، وفرص عمل سريعة. ويمكن أن تطلب

ولكن من خلال زيادة أسعار الفائدة هذه ، قرر معظم الناس تجميد أموالهم في البنك. فانخفض الاستهلاك وتراجعت الاستثمارات ؛ وارتفعت تلقائياً أسعار الفائدة على القروض، مما رفع كلفة الاستدانة والاستثمار لدى الشركات. ووصلت حديثاً الفوائد الدائنة على قروض الأموال للشركات الى أكثر من 15٪. من الذي سوف يقترض ويستثمر في هذه الظروف؟

الإقتصاد في وضع ركود مع تضخم

نحن الآن في وضع يسميه الاقتصاديون "ion-stagflat"، أي ركود مع تضخم ، حيث يتراجع أو ينعدم النمو الاقتصادي بالتوازي مع ارتفاع في الأسعار. قروض CEDRE لن تحقق النمو على المدى القصير إلى المتوسط، حيث أن قروض تمويل البنية التحتية تستغرق عدة سنوات وحتى عقود لتحدث تأثيراً" على الاقتصاد. وتخفيض العجز ، خاصة عن طريق زيادة الضرائب غير المباشرة أو تخفيض رواتب موظفي القطاع

بمؤسسات أو دول أجنبية.

المشكلة الأساسية في مكان آخر. منذ العام 2011 ، بالتوازي مع الحروب الإقليمية وعدم الاستقرار السياسي المحلي ، انخفض نمو الناتج المحلي الإجمالي في لبنان بشكل حاد ، وهذا تسبب في انخفاض المداخيل لدى اللبنانيين ، وفقدان فرص العمل ، وانخفاض في المداخيل الضريبية التي تجمعها الحكومة (حيث أن معظم الضرائب لدينا هي غير مباشرة وترتبط بشكل وثيق بالاستهلاك المحلي). في موازاة ذلك ، قرر مصرف لبنان زيادة أسعار الفائدة لجذب المزيد من الدولارات والمحافظة عليها، من أجل تعزيز الاحتياطيات بالعملة الأجنبية. ونحن بطبيعة الحال بحاجة إلى هذه الاحتياطيات لتمويل وارداتنا (نظراً لمحدودية انتاجنا محلياً) ، وللتأكد من تغطية السيولة بالدولار في حال اندلاع أزمات سياسية قد تؤدي إلى زيادة الطلب من قبل المودعين على العملات الأجنبية الأكثر أماناً.

د. جاد شعبان

الهدف الرئيسي من هذه الموازنة هو تخفيض العجز الحكومي واحتواء نمو الدين العام، بانتظار قروض "سيدر" التي من المفترض أن تساعد في تمويل البنية التحتية وخلق فرص عمل جديدة. لكن كل هذا لن يحل مشاكلنا.

وضع الدين العام ليس جيداً ، ولكنه أيضاً ليس كارثياً. يبلغ الدين العام حالياً كحصة من إجمالي الناتج المحلي الإجمالي حوالي 150٪ ، ولكن هذه الحصة كانت 185٪ في عام 2002 ، السنة التي تم فيها اقرار حزمة لتخفيض الديون من ضمن "باريس 2". بالإضافة الى ذلك، أكثر من نصف هذا الدين هو الآن بالليرة اللبنانية، و 92٪ من إجمالي الدين بجميع العملات تسيطر عليه مؤسسات محلية (مصرف لبنان ، المصارف المحلية التجارية والمؤسسات العامة اللبنانية). لذا من السهل التحكم فيه نظراً لارتباطه بشكل وثيق بجهات محلية وليس